

Sylvie Goulard : les responsables politiques irlandais « n'ont pas su » expliquer le traité de l'UE

Paru le 2 juillet 2008 sur EurActiv.com

Sylvie Goulard, la présidente de l'organisation fédérale du Mouvement Européen France, estime qu'il faut apaiser les craintes des électeurs irlandais sur les questions liées à l'avortement, la défense et la fiscalité suite au rejet du traité de Lisbonne lors d'un référendum le mois dernier.

Quelle est votre analyse de la situation après le rejet du traité de Lisbonne et la réaction des dirigeants européens au sommet de Bruxelles, fin juin ?

Le non Irlandais est à prendre au sérieux. Encore une fois, au terme d'une série de référendums tantôt positifs comme en Espagne et au Luxembourg, tantôt négatifs comme en France ou aux Pays-Bas, un peuple a dit « non ».

Dit non à quoi ? C'est la première question qu'il faut se poser, et les premiers sondages dont on dispose en ce moment donnent plusieurs indications.

D'abord que les Irlandais ne veulent pas arrêter la construction communautaire ; ils se plaignent qu'on leur ait présenté un texte complexe, qu'ils n'ont pas toujours compris ; ils ont eu des inquiétudes en terme d'identité sur des questions comme l'avortement, la neutralité etc. Ces matières n'étaient pas concernées par le traité ; on mesure donc combien la classe politique irlandaise a failli dans sa mission d'explication.

Les commentateurs retiennent que « Bruxelles » déplaît, que « les gens » ne veulent pas de l'Europe, alors qu'en fait, les responsables de ce dérapage se trouvent plutôt dans les capitales nationales.

Le Premier ministre irlandais a dit qu'il n'avait pas lu le traité, le Commissaire européen Irlandais aussi ; les leaders favorables au oui n'ont pas donné les garanties que la population attend sur certains points ; ils n'ont pas tenu non plus un discours de responsabilité, expliquant que nous sommes désormais 27, qu'il y a des enjeux mondiaux supérieurs qui appellent la poursuite de l'intégration. Ce texte n'est pas un changement de nature de la construction communautaire mais plutôt une mise aux normes d'une Europe à 27 des institutions conçues pour six.

Quand Nicolas Sarkozy a dit qu'il ne fallait « ni minimiser ni dramatiser », il n'a pas eu tort. Le Conseil Européen a également eu raison de considérer qu'il fallait se donner un peu de temps.

Certains prétendent qu'on méprise le 'non' Irlandais ou qu'on le contourne quand on poursuit le processus de ratification. C'est une grave déformation. Il paraît tout à fait normal que tous les pays européens puissent être amenés à donner leur avis. Encore une fois c'est bien parce que l'Europe n'est pas une force de coercition qu'il est normal que les uns ne se prononcent pas à la place des autres.

Puisqu'on a choisi un système malheureusement national de ratification séparée, et je le regrette, et non pas un processus pan-européen, dans ces conditions-là il est évident qu'il faut écouter tout le monde.

Ensuite, le dialogue avec les Irlandais, en cherchant à comprendre leurs craintes et à y répondre, est lui aussi la solution naturelle, coopérative qu'il faut privilégier.

N'y a-t-il pas deux poids deux mesures ? Après le vote négatif de la France et les Pays Bas, la ratification s'est arrêtée, et là avec l'Irlande, on dit qu'il faut continuer le processus...

Non, ce n'est pas deux poids deux mesures. D'abord, il faut bien expliquer que le Traité de Lisbonne vient après l'échec du Traité Constitutionnel. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut réformer

les institutions, on a essayé une première fois, ça n'a pas marché, on a eu un compromis laborieux sur le Traité de Lisbonne. Ceux qui ont voté non doivent être placés devant leurs responsabilités. Qu'ils nous disent comment ils font pour s'en sortir. On a déjà derrière nous dix années de discussion...

Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner se rendront à Dublin en juillet pour trouver des solutions à la crise institutionnelle. Quelles sont les options dont dispose l'Irlande ?

On est dans une logique de dialogue et pas de contournement, on n'est pas dans une logique « c'est à prendre ou à laisser », « l'Irlande est dans l'UE ou bien elle s'en va ». Bref, il est donc normal que les autorités françaises, qui exercent la présidence de l'UE, aillent discuter avec le gouvernement irlandais.

Il est peut être un peu tôt pour déterminer tout de suite ce qui va en sortir. Certains prétendent que, par le passé, on a obligé les irlandais à revoter [suite au rejet du Traité de Nice en 2001] mais ceux-là ça n'ont apparemment pas lu la déclaration de Séville adoptée entre le 1er et le 2ème référendum. Cette déclaration a permis de rassurer les Irlandais sur des points qui étaient importants pour eux et la meilleure preuve qu'ils ont été rassurés, c'est que le scrutin a changé de sens - ils auraient bien pu voter 'non' encore une fois.

L'Europe, c'est cela : on dialogue, on échange, on influence, on prend en compte des éléments nouveaux et on avance. Tous ceux qui critiquent cette manière de faire en général ne proposent pas d'alternative crédible.

Les partisans du « non » et certains universitaires disent que l'Europe avançait très bien sans nouveau traité. Le Traité de Lisbonne était-il vraiment nécessaire ?

On a vraiment besoin d'une réforme des institutions ; par exemple le Traité de Lisbonne fixait le nombre de députés européens qu'il y aura pour chaque pays aux élections européennes l'année prochaine.

Le fait que les irlandais aient rejeté le texte parce qu'ils avaient peur sur l'avortement ou sur la défense, laisse entière la question du nombre de députés que nous aurons au Parlement Européen.

Même la France et les Pays Bas ont été amenés à revenir sur leur propre vote parce que ni les Français ni les Néerlandais ne souhaitaient sortir de l'Union Européenne et que les gouvernements actuels français et néerlandais ont pris leurs responsabilités.

Je n'admets pas ce discours très pervers de certains partisans du non qui disent à la fois qu'ils sont « pour l'Europe » et qui dans le fond n'apportent pas de solutions qui soient forcément meilleures et même parfois pas de solutions du tout. Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour, comme dit le proverbe.

Y a-t-il d'autres solutions que de faire revoter les irlandais ?

D'un point de vue juridique, l'entrée en vigueur de ce traité exige l'assentiment de tous les Etats signataires est nécessaire à son entrée en vigueur.

Arrêter la ratification, c'est se condamner au statu quo du Traité de Nice. Tous ceux qui disent qu'il y a des solutions miracles sont des individus qui enferment l'Europe dans une impasse. Lisbonne au contraire est une étape positive ; ce n'est pas non plus la fin de l'aventure ou la panacée.

Si les irlandais doivent revoter, ça veut dire qu'ils devront le faire assez rapidement, avant juin 2009, pour que les réformes entrent en vigueur avant les élections européennes ?

Oui sans doute, mais est-ce qu'on doit faire revoter les gens comme si on n'avait pas tenu compte de ce qu'ils ont exprimé ? Ou est-ce qu'un second vote intervient après qu'ont été éclaircis un certain

nombre de points qui leur posaient problème et sur lesquels les partenaires acceptent soit des déclarations de l'Irlande soit une sorte de dérogation ?

Il ne s'agit pas de faire revoter les Irlandais pour le plaisir pervers pour faire revoter mais de leur apporter des éléments de réponse.

Comme si les Irlandais allaient avoir un débat a posteriori ?

Le drame des référendums c'est qu'on parle de tout et de n'importe quoi mais pas de la question qui est posée. Certains populistes en profitent pour utiliser les peurs, je pense par exemple à la question de l'avortement : Rien dans ce traité ne met en cause la législation que les Irlandais possèdent sur l'avortement. Peut-être qu'on ne leur a pas dit assez clairement, peut-être que des populistes ont essayé de faire peur au Irlandais, eh bien si on l'explique noir sur blanc, c'est plutôt un éclaircissement bienvenu, ce n'est pas choquant, ça paraît de nature à faire progresser les esprits.

Et encore une fois, l'Europe a besoin de se doter d'institutions fortes pour être forte dans la mondialisation, ça suppose de faire des concessions mutuelles et de cesser d'agiter des épouvantails qui n'existent pas.

Quels sont les scénarios possibles après le deuxième vote ?

Il y a deux types de réactions possibles : la première c'est un aménagement après discussions et dialogue avec les Irlandais conduisant à ce que les 27 suivent la même voie ensemble. C'est-à-dire qu'on reste dans le domaine des traités, on arrive à le faire ratifier- ce qui s'est passé pour le traité de Nice.

L'autre question qui se pose à moyen terme et peut-être à plus court terme qu'on ne le pensait, c'est la question clé de savoir si dans l'hypothèse d'un blocage, d'un deuxième « non », un certain nombre de pays et de peuples décident de continuer et d'aller de l'avant.

Il ne faut pas éliminer cette perspective et cette nécessité. Nous sommes objectivement dans une situation où, si l'Union Européenne reste bloquée sur les institutions funestes du Traité de Nice, elle perd toute chance de se faire entendre dans le monde.

Que l'Europe renonce à jouer son rôle dans le monde ou y tienne sa place, voilà l'enjeu.

Sans état d'âme, pour nous et pour nos enfants, nous devons faire sentir que nous continuerons, au besoin sans les pays qui ne veulent pas continuer.

Je souhaite que nous avancions à 27. Simplement, il n'est plus pensable que des minorités entravent la marche en avant d'une Union Européenne qui serait voulue par une majorité.

La possibilité de rouvrir le traité serait une option ?

Je ne pense absolument pas qu'il faille rouvrir le traité. On peut donner des assurances sur des points qui ne sont pas dans le traité et qui ont été abusivement présentés comme étant dans le traité - comme l'avortement, la mise en cause de la neutralité, etc. Pour ma part je suis totalement défavorable à ce qu'on ouvre la discussion. Il n'en sortirait rien. La discussion institutionnelle a assez duré.

Vous voyez une sortie de crise courant 2009 ?

Si je ne croyais pas qu'on pouvait en sortir, je changerais de métier. On doit se poser des questions sur la manière dont fonctionne l'Union Européenne, sans cesse l'améliorer mais le statu quo est néfaste.

Source :

<http://www.euractiv.com/fr/avenir-europe/sylvie-goulard-responsables-politiques-irlandais-su-expliquer-traite-ue/article-173862>

Interview réalisée par Frédéric Simon - Managing Editor d'EurActiv